



Organisation des Nations Unies
pour l'alimentation
et l'agriculture

2024

RÉSUMÉ

LA SITUATION
**MONDIALE DE
L'ALIMENTATION ET
DE L'AGRICULTURE**

POUR UNE TRANSFORMATION
DES SYSTÈMES AGROALIMENTAIRES
AXÉE SUR LA VALEUR

Cette brochure reprend les messages principaux et le contenu de la publication *La Situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture 2024*. La numérotation des figures est identique à celle de ladite publication, qui paraîtra en décembre 2024.
<https://doi.org/10.4060/cd2616f>

Citer comme suit:

FAO. 2024. *Résumé de La Situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture 2024. Pour une transformation des systèmes agroalimentaires axée sur la valeur*. Rome. <https://doi.org/10.4060/cd2637f>

Les appellations employées dans ce produit d'information et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) aucune prise de position quant au statut juridique ou au stade de développement des pays, territoires, villes ou zones ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites. Les lignes pointillées sur les cartes représentent des frontières approximatives dont le tracé peut ne pas avoir fait l'objet d'un accord définitif. Le fait qu'une société ou qu'un produit manufacturé, breveté ou non, soit mentionné ne signifie pas que la FAO approuve ou recommande ladite société ou ledit produit de préférence à d'autres sociétés ou produits analogues qui ne sont pas cités.

ISBN 978-92-5-139283-6

© FAO, 2024



Certains droits réservés. Cette œuvre est mise à la disposition du public selon les termes de la licence Creative Commons Attribution 4.0 International (CC BY 4.0: <https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/legalcode.fr>).

Selon les termes de cette licence, cette œuvre peut être copiée, diffusée et adaptée, sous réserve que la source soit mentionnée. Lorsque l'œuvre est utilisée, rien ne doit laisser entendre que la FAO cautionne une quelconque organisation, produit ou service. L'utilisation du logotype de la FAO n'est pas autorisée. Si l'œuvre est traduite ou adaptée, la traduction ou adaptation doit obligatoirement être accompagnée de la mention de la source ainsi que de la clause de non-responsabilité suivante: «La traduction [ou adaptation] n'a pas été réalisée par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). La FAO n'est pas responsable du contenu ni de l'exactitude de la traduction [ou de l'adaptation]. L'édition originale en anglais est celle qui fait foi.»

Tout différend découlant de la présente licence qui ne pourrait être réglé à l'amiable sera soumis à une procédure d'arbitrage conformément au Règlement d'arbitrage de la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international (CNUDCI). Les parties acceptent d'être liées par la sentence arbitrale prononcée conformément au règlement susmentionné, qui réglera définitivement leur différend.

Matériel attribué à des tiers. La présente licence Creative Commons CC BY 4.0 ne s'applique pas aux éléments de la publication sur lesquels la FAO n'a pas de droit d'auteur. Il incombe aux utilisateurs souhaitant réutiliser des informations ou autres éléments contenus dans cette œuvre qui sont attribués à un tiers, tels que des tableaux, des figures ou des images, de déterminer si une autorisation est requise pour leur réutilisation et d'obtenir le cas échéant la permission de l'ayant-droit. Toute action qui serait engagée à la suite d'une utilisation non autorisée d'un élément de l'œuvre sur lequel une tierce partie détient des droits ne pourrait l'être qu'à l'encontre de l'utilisateur.

Photographies attribuées à la FAO. Les photographies présentées dans cette œuvre et attribuées à la FAO ne sont pas couvertes par la licence Creative Commons mentionnée ci-dessus. Toute demande relative à l'utilisation de photographies appartenant à la FAO doit être adressée par courriel à photo-library@fao.org.

Ventes, droits et licences. Les produits d'information de la FAO sous forme électronique, ainsi que la liste des distributeurs auprès desquels peuvent être achetés des exemplaires imprimés de ces produits, sont disponibles sur le site web de la FAO (www.fao.org/publications). Pour toute question d'ordre général sur les publications de la FAO, prière d'écrire à publications@fao.org. Les questions relatives aux droits et licences sur les publications doivent être adressées à copyright@fao.org.

PHOTOGRAPHIE DE COUVERTURE © nehophoto/Shutterstock.com

PAYS NON PRÉCISÉ. Un assortiment varié d'aliments sains qui serviront à garnir des *arepas*, un plat typique d'Amérique latine.

TABLE DES MATIÈRES

MESSAGES PRINCIPAUX

AVANT-PROPOS

RÉSUMÉ

COÛTS CACHÉS QUANTIFIÉS DES SYSTÈMES AGROALIMENTAIRES À L'ÉCHELLE MONDIALE

FIGURE DE L'ENCADRE 5 Les régimes alimentaires pauvres en céréales complètes, pauvres en fruits et riches en sodium représentent les trois risques d'origine alimentaire contribuant le plus aux coûts cachés sanitaires mondiaux

FIGURE 1 Carte mondiale des types de systèmes agroalimentaires

FIGURE 6 Coûts cachés quantifiés par catégorie de système agroalimentaire

FIGURE 7 Coûts cachés quantifiés en pourcentage du produit intérieur brut par catégorie de système agroalimentaire

FIGURE 8 Risques de maladies non transmissibles d'origine alimentaire liés à la sous-consommation et à la surconsommation d'aliments et de nutriments, par catégorie de système agroalimentaire

4	CAPACITÉ DES SYSTÈMES AGROALIMENTAIRES À METTRE EN ŒUVRE DES MESURES TRANSFORMATRICES	16
7		
10	FIGURE 9 Sélection d'indicateurs des systèmes agroalimentaires, par catégorie de système agroalimentaire	17
10	TABLEAU 1 Résultats recherchés qui sont les plus efficaces pour faire baisser les sous-catégories de coûts cachés par pays, à l'horizon 2050	19
12	FIGURE 3 Acteurs des systèmes agroalimentaires mondiaux	21
13	LES CONSOMMATEURS SONT LA DERNIÈRE – ET LA PLUS IMPORTANTE – PIÈCE DU PUZZLE	23
14	TABLEAU 2 Leviers permettant d'orienter le pouvoir d'achat vers une alimentation plus saine et plus durable	25
14	LA VOIE À SUIVRE	27
15		

MESSAGES PRINCIPAUX

1 Prenant appui sur l'approche de la comptabilisation du coût complet (CCC), l'édition 2023 de *La Situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture* présentait des estimations préliminaires des coûts cachés générés par les systèmes agroalimentaires dans le monde et soulignait la nécessité urgente de remédier à ces coûts. La présente édition affine ces estimations, et confirme que les coûts cachés quantifiés des systèmes agroalimentaires, au niveau mondial, dépassent les 10 000 milliards d'USD en parité de pouvoir d'achat (PPA) de 2020. L'heure est venue pour tous les acteurs de prendre des mesures stratégiques afin d'accroître la valeur des systèmes agroalimentaires pour la société.

2 Les mauvaises habitudes alimentaires qui sont associées à des maladies non transmissibles représentent 70 pour cent de tous les coûts cachés quantifiés. La faible consommation de céréales complètes et de fruits et la forte consommation de sodium constituent les principaux facteurs de risque à l'échelle mondiale. Faute de données suffisantes, les coûts de la dénutrition (émaciation, retard de croissance et carence en micronutriments) n'ont pas été calculés, et l'on peut donc considérer que ces coûts cachés liés à la santé constituent une estimation basse.

3 Le présent rapport adopte une typologie qui permet de classer les systèmes agroalimentaires en six catégories, selon qu'ils sont en situation de crise prolongée, traditionnels, en développement, en voie de diversification, en voie de structuration ou industriels. Faisant fond sur cette typologie, le présent rapport analyse les coûts cachés quantifiés pour 153 pays, qui représentent 99 pour cent de la population mondiale. C'est dans les systèmes agroalimentaires industriels et en voie de diversification que l'on recense les coûts cachés quantifiés les plus importants (5 900 milliards d'USD en PPA de 2020), la plus grande partie de ces coûts étant liés à la santé.

4 Il n'existe pas une seule et unique stratégie de transformation, une multitude d'interventions et d'investissements étant possibles. Tout au long de la transition qui mène depuis toujours des systèmes agroalimentaires traditionnels vers les systèmes industriels, les résultats et les coûts cachés varient. S'il est possible de renforcer l'efficacité et la sécurité de ces systèmes, il faut en revanche veiller à ne pas exacerber les déséquilibres de pouvoir, à ne pas alourdir les coûts cachés environnementaux et sociaux et à ne pas favoriser des transitions alimentaires néfastes pour la santé.

5 Les systèmes agroalimentaires en voie de diversification enregistrent les coûts cachés environnementaux les plus importants (720 milliards d'USD en PPA de 2020), suivis par les systèmes en voie de structuration et industriels. Ce sont toutefois les pays en situation de crise prolongée qui sont les plus lourdement touchés par ces coûts, lorsque ceux-ci sont exprimés en pourcentage du produit intérieur brut (PIB), puisqu'ils s'élèvent à 20 pour cent du PIB.

6 Les coûts cachés sociaux sont particulièrement importants dans les systèmes agroalimentaires traditionnels et en situation de crise prolongée, où ils représentent respectivement 8 et 18 pour cent du PIB. Ces coûts, qui résultent de la sous-alimentation et de la pauvreté, soulignent combien il est important d'améliorer les moyens de subsistance et de renforcer le nexus action humanitaire-développement-paix.

7 Les coûts cachés d'ordre sanitaire concernent toutes les catégories de systèmes agroalimentaires. La faible consommation de céréales complètes constitue le principal facteur de risque de maladies non transmissibles lié à l'alimentation dans tous les systèmes agroalimentaires, à l'exception des systèmes en situation de crise prolongée et traditionnels, où c'est la faible consommation de fruits et de légumes qui représente le risque le plus important.

8 Dans les pays et territoires dotés de systèmes agroalimentaires classés comme étant en voie de structuration et industriels, les régimes alimentaires riches en viande rouge et transformée ainsi qu'en sodium constituent un risque important. Il convient de tenir compte de ces tendances dans les recommandations nutritionnelles fondées sur le choix des aliments afin de promouvoir plus efficacement l'adoption d'une alimentation saine qui permette de réduire les coûts cachés sanitaires.

9 Transformer les systèmes agroalimentaires pour atténuer les coûts cachés aura pour effet d'améliorer le bien-être. Toutefois, les avantages et les coûts se répartiront de manière inégale entre les différents acteurs et pays et dans le temps.

10 Chacun a un rôle à jouer dans la transformation des systèmes agroalimentaires, et il est primordial d'intégrer les initiatives qui sont prises au sein de ces systèmes, que ce soit par les secteurs public et privé, les instituts de recherche ou la société civile.

11 Dans des chaînes d'approvisionnement alimentaire qui se mondialisent, les déséquilibres de pouvoir font souvent peser le fardeau du changement sur les parties prenantes vulnérables, comme les producteurs, qui se retrouvent confrontés à des coûts réglementaires plus élevés et à des

pressions à la baisse sur les prix. En revanche, le changement peut profiter à d'autres acteurs qui sont en mesure d'éviter les coûts supplémentaires ou de les répercuter ailleurs. Il est possible de limiter les perturbations de l'activité en anticipant les évolutions de la réglementation et en adoptant très tôt des pratiques durables et équitables.

12 Les consommateurs peuvent se servir de leur pouvoir de décision pour influencer sur les systèmes agroalimentaires en choisissant d'acheter des produits qui sont à la fois bons pour la santé et issus d'une production durable. En combinant incitations financières, programmes d'information et d'éducation et réglementations, il est possible d'encourager cette évolution des modes de consommation, tout en veillant à ce que même les ménages vulnérables puissent prendre part à ce mouvement et en récolter les fruits.

13 L'important pouvoir d'achat des institutions peut être mobilisé pour transformer les chaînes d'approvisionnement alimentaire et améliorer les environnements alimentaires. En encourageant la consommation d'aliments nutritifs produits de manière durable, ces institutions peuvent infléchir les modes de consommation au fil des générations. Leurs efforts peuvent s'avérer plus porteurs encore lorsqu'ils s'accompagnent d'une stratégie globale d'éducation alimentaire et nutritionnelle.

14 Les évaluations ciblées des systèmes agroalimentaires réalisées au moyen de l'approche CCC à différentes échelles – du produit ou de la chaîne de valeur jusqu'au niveau national – peuvent aider les décideurs publics et privés à évaluer les priorités et à gérer les arbitrages. La consultation active des acteurs des systèmes agroalimentaires permet de déterminer les mesures qui sont à la fois efficaces et équitables.

AVANT-PROPOS

Les systèmes agroalimentaires mondiaux nous nourrissent et assurent la subsistance d'une grande partie de la population. Or, ils se trouvent aujourd'hui à un moment charnière, confrontés à des défis sans précédent qui exigent des solutions innovantes et une action collective. L'édition 2024 de *La Situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture* fait fond sur les travaux novateurs qui ont été menés dans le cadre de la précédente édition, et approfondit l'analyse des coûts cachés de nos systèmes agroalimentaires pour tracer la voie d'un changement porteur de transformation.

En 2023, nous avons révélé que les coûts cachés des systèmes agroalimentaires à l'échelle mondiale dépassaient les 10 000 milliards d'USD en parité de pouvoir d'achat en 2020. Cette année, nous affinons notre compréhension de ces coûts, en particulier dans le domaine de la santé, et examinons la manière dont ils se manifestent dans différents types de systèmes agroalimentaires à travers le monde. Nos conclusions soulignent l'urgence d'agir. Du fardeau des maladies non transmissibles dans les systèmes agroalimentaires industriels et en voie de structuration aux problèmes persistants de sous-alimentation dans les systèmes traditionnels, les coûts cachés de nos systèmes agroalimentaires n'épargnent aucune région du monde.

Les systèmes agroalimentaires, qui emploient environ 1,23 milliard de personnes dans le monde, sont étroitement liés les uns aux autres, mais tous les acteurs ne supportent pas à proportion égale la charge des coûts cachés et ne déploient pas les mêmes efforts dans la transformation nécessaire de ces systèmes. Malgré leur rôle essentiel en tant que pourvoyeurs d'emplois, les systèmes agroalimentaires ne garantissent pas toujours un niveau et une qualité de vie acceptables. Les populations vulnérables, notamment les pauvres et les personnes en situation d'insécurité alimentaire, les petits acteurs de la chaîne de valeur, les femmes, les jeunes, les personnes en situation de handicap et les peuples autochtones, sont souvent les plus touchés par les coûts cachés sociaux de ces systèmes. Les inégalités et les déséquilibres de pouvoir sont profondément ancrés dans nos systèmes agroalimentaires.

Pour remédier à cette situation, il nous faut mettre en place des solutions qui soient adaptées aux divers systèmes agroalimentaires. La typologie novatrice des systèmes agroalimentaires qui a été adoptée aux fins du présent rapport révèle que les différents systèmes se heurtent à des difficultés qui leur sont propres et, de ce fait, nécessitent des interventions ciblées. La lutte contre le double fardeau de la malnutrition dans les systèmes agroalimentaires en transition et contre les coûts cachés sanitaires et environnementaux dans les systèmes agroalimentaires industriels passe par la mise en œuvre de stratégies adaptées à chaque contexte. Les systèmes agroalimentaires des pays et territoires en situation de crise prolongée se distinguent par la charge importante que représentent leurs coûts cachés environnementaux et sociaux, ce qui

met en relief la nécessité d'intégrer des solutions à long terme dans les stratégies de sortie ou dans les plans d'intervention face aux crises.

On ne saurait trop insister sur la place à accorder à l'approche de la comptabilisation du coût complet (CCC) et à la mobilisation des parties prenantes. En appliquant cette approche et en favorisant un dialogue inclusif avec les parties prenantes, nous pouvons mettre au jour des leviers efficaces pour réduire les coûts cachés et créer des systèmes agroalimentaires plus efficaces, plus inclusifs, plus résilients, plus durables et plus sains. Cette approche ouvre la voie à la prise de décisions éclairées qui profitent à la fois aux populations et à la planète.

La transformation de nos systèmes agroalimentaires passe aussi par une collaboration inédite entre les décideurs, les producteurs, les consommateurs et les institutions financières. Les producteurs, qui sont en première ligne face aux effets de la crise climatique, supportent une part importante du fardeau tout en se heurtant à des obstacles dans l'adoption de pratiques durables. Nous devons mettre des mécanismes en place pour alléger les charges financières et administratives qui pèsent sur leurs épaules, et les encourager ainsi à opérer un changement qui soit propice à une véritable transformation. Nous devons aussi veiller à ce que les avantages et les coûts de cette transformation soient équitablement répartis entre les différents acteurs des chaînes de valeur agroalimentaires.

Les entreprises et les investisseurs qui sont présents dans les systèmes agroalimentaires ont également un rôle de premier plan à jouer. Les entreprises agroalimentaires, qui vont des petites et très petites entreprises jusqu'aux grands groupes mondiaux, exercent une influence qui peut stimuler l'adoption de pratiques durables tout au long des chaînes d'approvisionnement. L'intérêt des consommateurs pour des pratiques de production plus saines, plus durables et plus équitables est un important moteur de changement. De même, les acteurs de l'investissement doivent intégrer la responsabilité environnementale et sociale dans leurs activités en prenant acte du fait que le maintien du statu quo est un choix très risqué face au changement climatique.

Les consommateurs, qui constituent le groupe le plus vaste parmi les acteurs des systèmes agroalimentaires dans le monde, peuvent amener des transformations profondes grâce à leurs décisions d'achat. Des changements d'alimentation s'imposent pour remédier à la faible consommation de fruits et de céréales complètes et à la surconsommation de sodium dans toutes les catégories de systèmes agroalimentaires, ainsi que pour lutter contre la surconsommation de viande transformée et de viande rouge dans les systèmes agroalimentaires industriels. En se protégeant contre ces risques alimentaires, on réduirait non seulement les coûts cachés sanitaires, mais aussi une part non négligeable des coûts environnementaux liés au changement d'affectation des terres et à l'utilisation d'intrants, si l'on en croit les liens de dépendance qui sont mis en évidence dans le présent rapport. Comme le montrent des données probantes de plus en plus nombreuses, les interventions visant à renforcer l'agencité des consommateurs et à orienter leurs préférences et leurs pratiques

d'achat peuvent créer une dynamique de changement le long des chaînes d'approvisionnement alimentaire, et promouvoir ainsi la durabilité et la santé.

Ces éléments de réflexion dessinent un cadre d'action stratégique, qui met en avant le besoin urgent de transformer en profondeur les systèmes agroalimentaires mondiaux. Cette transformation est impérative si l'on veut atteindre les objectifs de développement durable et garantir un avenir prospère pour tous. Pour la concrétiser, il faudra combler les fossés sectoriels, harmoniser les politiques dans les domaines de la santé, de l'agriculture et de l'environnement et veiller à ce que les avantages et les coûts du changement soient équitablement répartis, y compris entre les générations.

À mesure que nous avançons, il est important de garder à l'esprit que le véritable changement naît des actions et des initiatives que chacun mène à son propre niveau. Un petit exploitant agricole qui adopte des pratiques durables, une communauté qui se rassemble pour créer de la valeur au sein d'un système agroalimentaire local ou une consommatrice qui choisit d'acheter des produits du commerce équitable issus d'une production durable: chacun de ces gestes contribue à la réalisation de l'objectif plus large que nous poursuivons. Il importe d'encourager encore davantage ces initiatives individuelles par des politiques porteuses et des investissements ciblés. Chacun d'entre nous a un rôle à jouer, et nos efforts collectifs peuvent conduire à la transformation nécessaire pour bâtir un avenir meilleur au moyen des *quatre améliorations* – en matière de production, de nutrition, d'environnement et de conditions de vie – sans laisser personne de côté.

Prenons exemple sur celles et ceux qui s'emploient déjà à changer les choses et unissons-nous pour susciter un mouvement mondial en faveur de systèmes agroalimentaires durables et inclusifs.

Le chemin qui nous attend sera semé d'embûches, mais les fruits de nos efforts pourraient être immenses. Faisons nôtres les idées et recommandations contenues dans le présent rapport, et nous serons en mesure de construire des systèmes agroalimentaires qui permettent de nourrir l'humanité tout en préservant la planète, aujourd'hui et pour les générations à venir. Il est temps d'agir et la voie à suivre est toute tracée. Saisissons cette occasion pour transformer nos systèmes agroalimentaires et créer un monde plus durable, plus sain et plus inclusif pour tous.



Qu Dongyu
Directeur général de la FAO

RÉSUMÉ

Pour la première fois, en 2024, *La Situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture* poursuit et complète le travail entrepris dans l'édition de l'année précédente, laquelle a révélé que les coûts cachés des systèmes agroalimentaires avaient probablement dépassé, à l'échelle mondiale, les 10 000 milliards d'USD en parité de pouvoir d'achat (PPA) en 2020. Cette estimation préliminaire a été établie à l'aide de la comptabilisation du coût complet (CCC), une approche systémique qui rend compte des incidences environnementales, sociales, sanitaires et économiques, visibles et invisibles, des systèmes agroalimentaires.

La Situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture 2024 affine les estimations mondiales dévoilées dans l'édition 2023, en présentant une ventilation détaillée des coûts cachés sanitaires pour 156 pays, et pousse plus loin l'analyse, en proposant notamment des études de cas illustrant la réalisation d'évaluations ciblées fondées sur l'approche CCC. Ces évaluations permettent de consulter les parties

prenantes et de déterminer les leviers qu'il faut actionner pour s'attaquer aux principaux facteurs à l'origine des coûts cachés, et constituent, par conséquent, une première étape indispensable si l'on veut mener à bien la transformation des systèmes agroalimentaires à quelque échelle que ce soit.

COÛTS CACHÉS QUANTIFIÉS DES SYSTÈMES AGROALIMENTAIRES À L'ÉCHELLE MONDIALE

Réviser et affiner les estimations de 2023

Les coûts cachés quantifiés dans l'édition 2023 du présent rapport s'élevaient, pour l'année 2020, à 12 700 milliards d'USD en PPA de 2020, dont plus de 9 000 milliards (soit 73 pour cent) étaient imputables à des coûts liés à la santé. Compte tenu du fait que les coûts cachés sanitaires associés aux modes d'alimentation à l'origine de l'obésité et de maladies non

transmissibles (MNT) représentent une part écrasante de l'ensemble des coûts cachés, l'édition 2024 de *La Situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture* apporte trois améliorations à leur quantification. Tout d'abord, elle ne prend plus en compte les coûts cachés liés à un indice de masse corporelle (IMC) élevé, car d'autres facteurs, externes aux systèmes agroalimentaires, peuvent être en cause. Ensuite, elle intègre dans ses estimations les coûts cachés sanitaires d'une alimentation riche en boissons contenant des sucres ajoutés, alors que ces coûts étaient auparavant exclus afin d'éviter une double comptabilisation avec l'IMC. Enfin, les coûts cachés sanitaires sont désormais ventilés en fonction des facteurs de risque de MNT liés à l'alimentation, sur la base des données de l'étude Global Burden of Disease, pour mettre en évidence des leviers d'action plus concrets.

Compte tenu de ces améliorations, les nouvelles estimations des coûts cachés quantifiés se chiffrent à 11 600 milliards d'USD en PPA de 2020 pour 156 pays dans le monde; les coûts cachés sanitaires diminuent d'environ 13 pour cent pour s'établir à 8 100 milliards d'USD en PPA de 2020, mais représentent toujours 70 pour cent des coûts cachés mondiaux, confirmant ainsi les conclusions de l'édition 2023 selon lesquelles une action stratégique urgente est nécessaire. En décomposant ces résultats par facteur de risque de MNT lié à l'alimentation (figure de l'encadré 5), le présent rapport permet de constater que l'alimentation pauvre en céréales

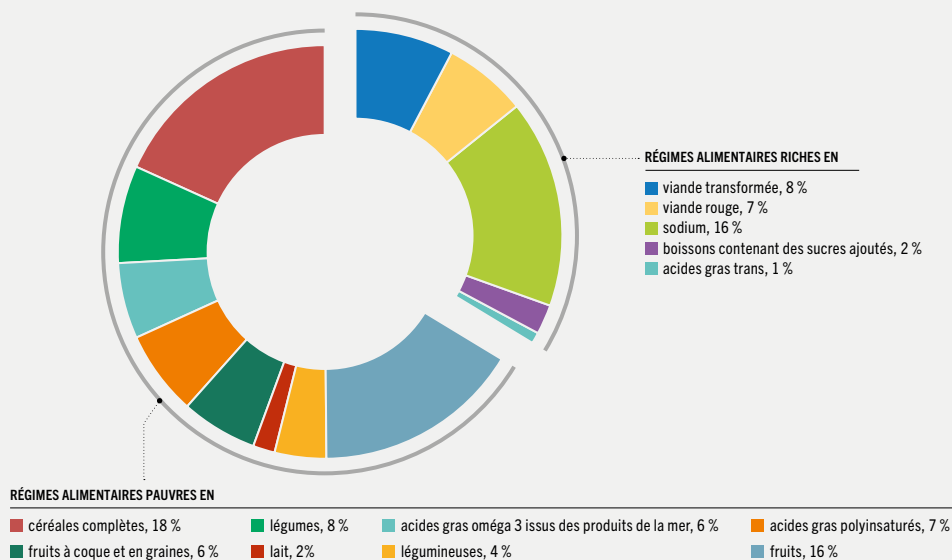
complètes est préoccupante – puisqu'elle est responsable de 18 pour cent des coûts cachés quantifiés liés à la santé dans le monde –, de même que l'alimentation riche en sodium et celle pauvre en fruits (16 pour cent des coûts chacune), bien qu'il existe des variations importantes entre les différents types de systèmes agroalimentaires.

S'appuyer sur une typologie des systèmes agroalimentaires pour définir des politiques adaptées au contexte

Afin de faciliter la formulation de recommandations d'action qui soient mieux adaptées aux particularités de chaque contexte, le présent rapport analyse les coûts cachés quantifiés à travers le prisme d'une typologie des systèmes agroalimentaires couvrant 153 pays et comprenant six catégories: en situation de crise prolongée, traditionnel, en développement, en voie de diversification, en voie de structuration et industriel (figure 1). Cette typologie prend en compte des éléments clés concernant les chaînes d'approvisionnement alimentaires, les modes d'alimentation et les facteurs externes qui influent sur les systèmes alimentaires tout au long de la transformation rurale afin de placer en contexte les points d'ancrage des interventions à mener.

Les systèmes agroalimentaires industriels et en voie de diversification sont ceux qui contribuent le plus aux coûts cachés quantifiés à l'échelle mondiale: en effet, l'ensemble des coûts qu'ils génèrent se chiffrent à pas moins de 5 900 milliards d'USD en PPA de 2020,

FIGURE DE L'ENCADRÉ 5 LES RÉGIMES ALIMENTAIRES PAUVRES EN CÉRÉALES COMPLÈTES, PAUVRES EN FRUITS ET RICHES EN SODIUM REPRÉSENTENT LES TROIS RISQUES D'ORIGINE ALIMENTAIRE CONTRIBUANT LE PLUS AUX COÛTS CACHÉS SANITAIRES MONDIAUX



NOTES: Les coûts cachés présentés dans la figure correspondent aux coûts totaux mondiaux des années de vie corrigées du facteur invalidité (AVCI) perdues en raison des risques de MNT liés à l'alimentation. Les données sur les AVCI ont été téléchargées à partir de l'étude Global Burden of Disease de 2021 en sélectionnant tous les risques alimentaires et toutes les maladies non transmissibles comme causes de décès ou d'invalidité. Le coût des AVCI est calculé à partir des données de la Banque mondiale relatives au PIB par personne employée (2019).

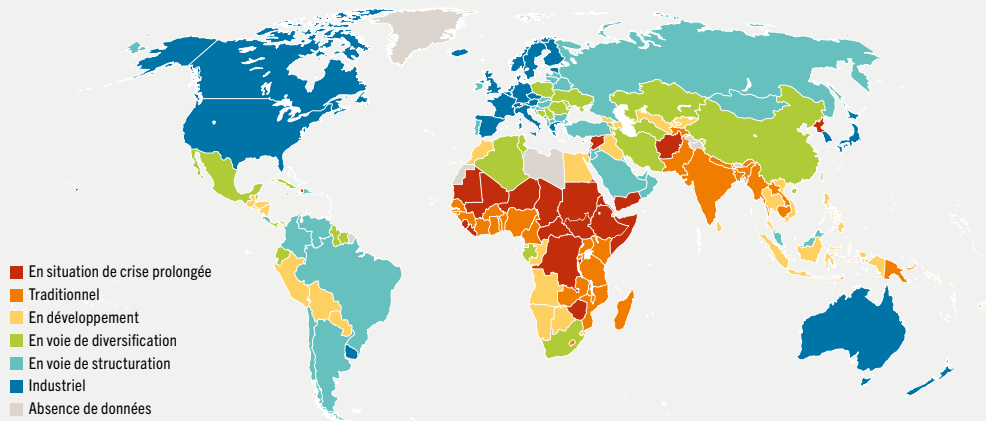
SOURCES: Auteurs du présent document, d'après Global Burden of Disease Collaborative Network. 2024. Global Burden of Disease Study 2021 (GBD 2021): Results. [Consulté le 7 juin 2024]. <https://vizhub.healthdata.org/gbd-results>; Banque mondiale. 2021. Indicateurs du développement dans le monde: PIB par personne employée (2019). [Consulté le 29 janvier 2021]. <https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/SL.GDP.PCAP.EM.KD>. Licence: CC BY-4.0.

<https://doi.org/10.4060/cd2616en-figB05> 

la majeure partie étant des coûts sanitaires liés aux MNT. Ces coûts cachés d'origine sanitaire représentent également une part importante du total des coûts cachés quantifiés des autres systèmes agroalimentaires, à l'exception de ceux classés dans la catégorie «en situation de crise prolongée» (figure 6).

Présenter les coûts cachés en proportion du produit intérieur brut (PIB) permet de mieux se rendre compte de la charge qui pèse sur l'économie (figure 7). À cet égard, c'est dans les pays en situation de crise prolongée et ceux dotés de systèmes agroalimentaires traditionnels que le fardeau des coûts cachés est

FIGURE 1 CARTE MONDIALE DES TYPES DE SYSTÈMES AGROALIMENTAIRES



NOTES: En ce qui concerne les noms et les frontières qui figurent sur cette carte, veuillez vous référer à la clause de non-responsabilité sur la page relative aux droits d'auteur. La ligne pointillée correspond approximativement à la ligne de contrôle au Jammu-et-Cachemire convenue par l'Inde et le Pakistan. Les parties ne sont pas encore parvenues à un accord sur le statut final du Jammu-et-Cachemire. Le tracé définitif de la frontière entre la République du Soudan et la République du Soudan du Sud n'a pas encore été établi. La liste des pays en situation de crise prolongée n'est pas nécessairement approuvée par les gouvernements des pays en question.

SOURCES: Auteurs du présent document, d'après Réseau d'information sur la sécurité alimentaire et Réseau mondial contre les crises alimentaires. 2022. *Global Report on Food Crises 2022 – Joint analysis for better decisions: Mid-year update*. Rome. https://www.fsinplatform.org/sites/default/files/resources/files/GRFC%202022%20MYU%20Final_0_0.pdf; Marshall, Q., Fanzo, J., Barrett, C.B., Jones, A.D., Herforth, A. et McLaren, R. 2021. Building a Global Food Systems Typology: A New Tool for Reducing Complexity in Food Systems Analysis. *Frontiers in Sustainable Food Systems*, 5: 746512. <https://doi.org/10.3389/fsufs.2021.746512>

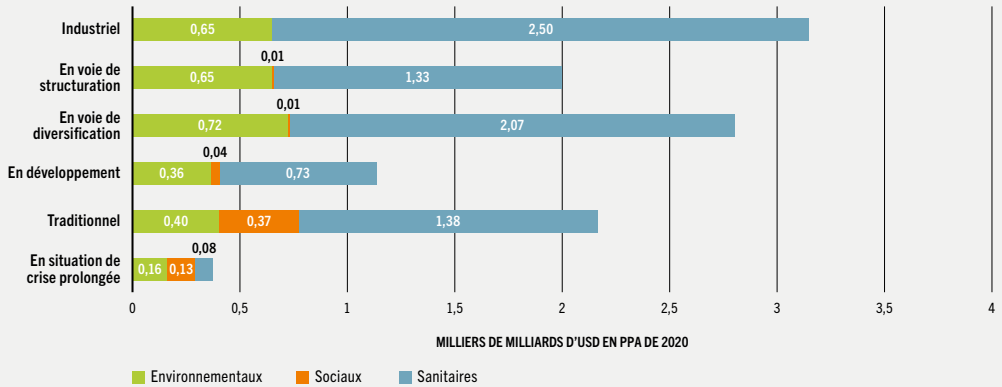
<https://doi.org/10.4060/cd2616en-fig01> 

le plus lourd puisqu'il représente 47 pour cent et 23 pour cent du PIB respectivement, les coûts cachés sociaux étant particulièrement importants. Ce fardeau diminue à mesure que les systèmes agroalimentaires évoluent – les coûts cachés ne représentent plus que 6 pour cent du PIB dans les systèmes de type industriel –, et les coûts cachés sociaux perdent également en importance.

Le poids des coûts cachés sanitaires associés aux maladies non transmissibles

atteint son niveau le plus élevé dans les systèmes en voie de diversification (10 pour cent du PIB) et diminue au fur et à mesure de la transition des systèmes vers les catégories «en voie de structuration» et «industriel». Ce processus reflète l'évolution des régimes alimentaires dans le sillage de la transformation structurelle, ainsi que la plus grande capacité financière et institutionnelle des systèmes en voie de structuration et des systèmes industriels à faire face aux coûts cachés sanitaires;

FIGURE 6 COÛTS CACHÉS QUANTIFIÉS PAR CATÉGORIE DE SYSTÈME AGROALIMENTAIRE

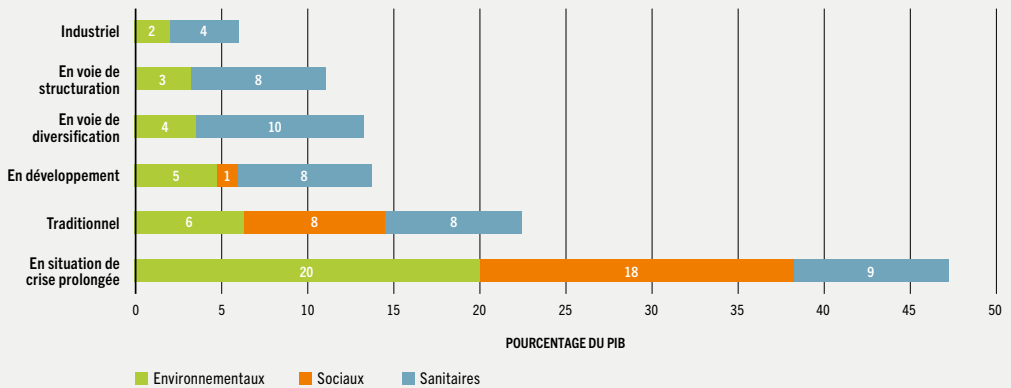


NOTE: Les nombres figurant dans chaque barre correspondent aux coûts cachés environnementaux, sociaux et sanitaires quantifiés des systèmes agroalimentaires, pour chaque catégorie de système agroalimentaire.

SOURCE: Auteurs du présent document.

<https://doi.org/10.4060/cd2616en-fig06>

FIGURE 7 COÛTS CACHÉS QUANTIFIÉS EN POURCENTAGE DU PRODUIT INTÉRIEUR BRUT PAR CATÉGORIE DE SYSTÈME AGROALIMENTAIRE

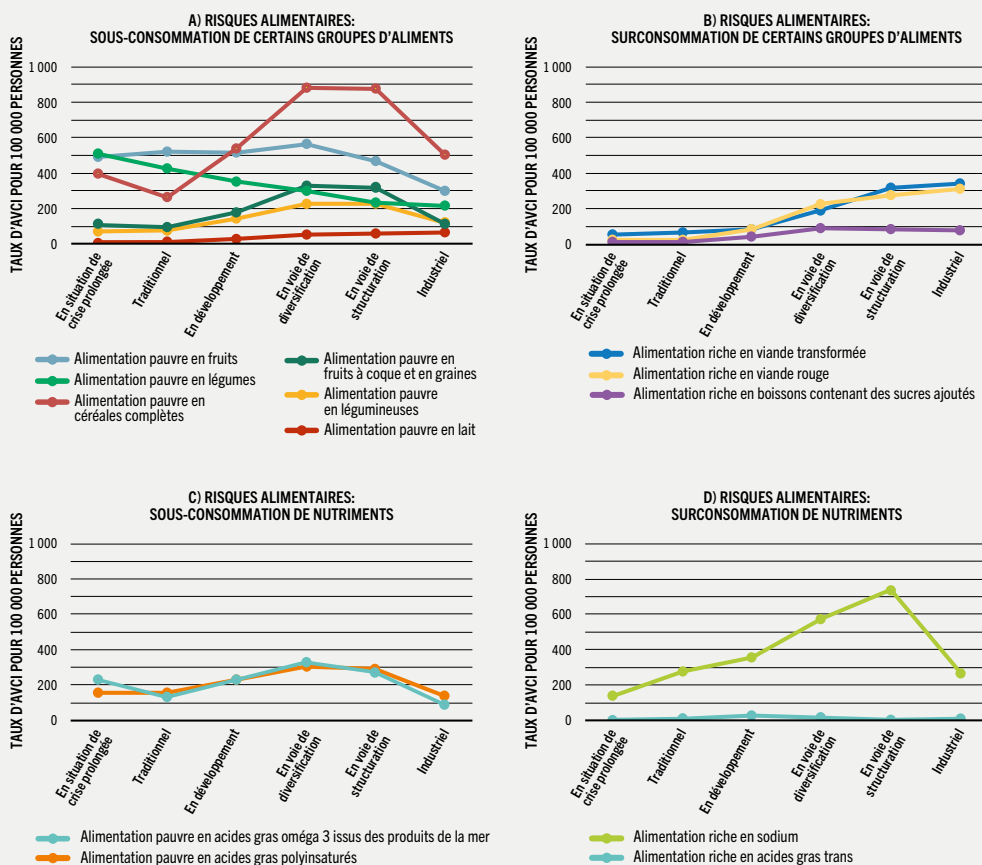


NOTES: Les nombres figurant dans chaque barre correspondent au poids moyen des coûts cachés quantifiés dans le produit intérieur brut des pays, pour chaque catégorie de système agroalimentaire.

SOURCE: Auteurs du présent document.

<https://doi.org/10.4060/cd2616en-fig07>

FIGURE 8 RISQUES DE MALADIES NON TRANSMISSIBLES D'ORIGINE ALIMENTAIRE LIÉS À LA SOUS-CONSOMMATION ET À LA SURCONSOMMATION D'ALIMENTS ET DE NUTRIMENTS, PAR CATÉGORIE DE SYSTÈME AGROALIMENTAIRE



NOTES: MNT = maladie non transmissible; AVCI = année de vie corrigée du facteur invalidité. Les taux d'AVCI présentés dans la figure correspondent au nombre moyen d'AVCI pour 100 000 personnes dans chaque pays, par catégorie de système agroalimentaire. Les données ont été téléchargées à partir de l'étude Global Burden of Disease de 2021 (GBD 2021) en sélectionnant tous les risques alimentaires et toutes les MNT comme causes de décès ou d'invalidité.

SOURCE: Auteurs du présent document, d'après Global Burden of Disease Collaborative Network. 2024. Global Burden of Disease Study 2021 (GBD 2021): Results. [Consulté le 7 juin 2024]. <https://vizhub.healthdata.org/gbd-results>

il reflète également l'attrait croissant pour des modes d'alimentation plus sains à mesure que les revenus augmentent.

Les facteurs de risque de MNT d'origine alimentaire qui entraînent des coûts cachés sanitaires varient également beaucoup d'un système à l'autre, c'est pourquoi il est utile de les décomposer pour mieux cerner les leviers d'action possibles (figure 8). Une alimentation pauvre en céréales complètes constitue le principal risque dans tous les types de systèmes agroalimentaires, à l'exception de ceux classés comme étant «en situation de crise prolongée» et «traditionnels».

Dans ces deux catégories, ce sont les régimes alimentaires pauvres en fruits et en légumes qui représentent le plus important facteur de risque, sachant que ceux-ci entrent également en jeu dans les autres catégories de systèmes agroalimentaires. L'alimentation riche en sodium constitue elle aussi un problème, qui prend de l'ampleur à mesure que les systèmes agroalimentaires opèrent leur transition de la catégorie «traditionnel» jusqu'à la catégorie «en voie de structuration», stade auquel ce problème atteint son apogée, avant de s'atténuer dans les systèmes agroalimentaires industriels. L'alimentation riche en viande transformée et en viande rouge, en revanche, progresse régulièrement tout au long de l'évolution des systèmes agroalimentaires de la catégorie «traditionnel» jusqu'à la catégorie «industriel», où ce type d'alimentation figure parmi les trois principaux risques alimentaires. Les interventions stratégiques qui sont mises en place

pour lutter contre les coûts cachés sanitaires liés aux MNT pendant que les pays transforment leurs systèmes agroalimentaires peuvent gagner en efficacité dès lors que l'on prend en compte ces tendances au moment de leur conception.

CAPACITÉ DES SYSTÈMES AGROALIMENTAIRES À METTRE EN ŒUVRE DES MESURES TRANSFORMATRICES

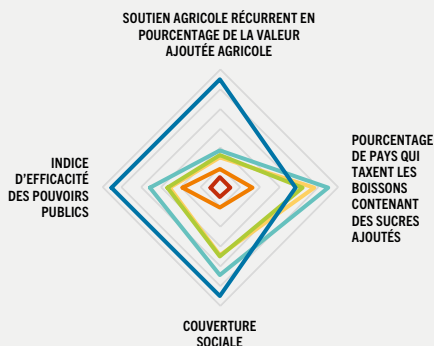
La capacité des pays à mettre en place des mesures de transformation dépendra dans une certaine mesure de leur marge de manœuvre institutionnelle et budgétaire, de la structure de leurs chaînes d'approvisionnement ainsi que de leurs environnements alimentaires, qui varient considérablement d'une catégorie de systèmes agroalimentaires à l'autre (figure 9).

Les systèmes agroalimentaires industriels et en voie de structuration sont ceux qui disposent des ressources les plus importantes pour réorienter le soutien à l'agriculture. Ces deux catégories affichent également les meilleurs résultats en ce qui concerne l'indice d'efficacité des pouvoirs publics – c'est-à-dire la capacité générale des pouvoirs publics de mettre en place des politiques transformatrices – et le niveau de protection sociale.

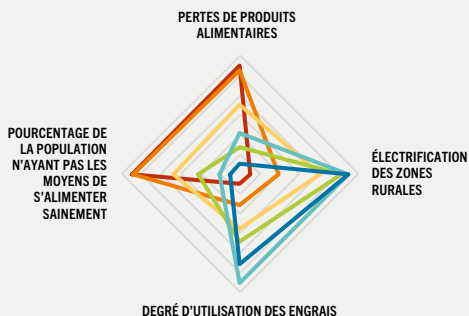
Les systèmes en voie de diversification – pour lesquels les coûts cachés sanitaires

FIGURE 9 SÉLECTION D'INDICATEURS DES SYSTÈMES AGROALIMENTAIRES, PAR CATÉGORIE DE SYSTÈME AGROALIMENTAIRE

A) MARGE DE MANŒUVRE BUDGÉTAIRE ET INDICATEURS INSTITUTIONNELS



B) PRODUCTION, INFRASTRUCTURES ET ENVIRONNEMENT ALIMENTAIRE



— En situation de crise prolongée — Traditionnel — En développement — En voie de diversification — En voie de structuration — Industriel

NOTES: Les valeurs des variables des diagrammes en toile d'araignée sont normalisées de 0 à 1 pour faciliter la présentation. Elles expriment un ordre de grandeur plutôt que des valeurs absolues: lorsqu'une catégorie de système agroalimentaire est plus proche du centre du diagramme, cela signifie qu'elle a le moins bon résultat pour cet indicateur, et non que la valeur de cet indicateur est nulle.

SOURCES: Auteurs du présent document, d'après Food Systems Dashboard. 2024. Food Systems Dashboard. [Consulté le 1^{er} mars 2024]. <https://foodsystemsdashboard.org/>; Données du diagramme A: FAO. 2024. FAOSTAT: Profil statistique national sur l'investissement. [Consulté le 20 février 2024]. <https://www.fao.org/faostat/fr/#data/CISP>. Licence: CC-BY-4.0; FAO. 2024. FAOSTAT: Dépenses publiques. [Consulté le 20 février 2024]. <https://www.fao.org/faostat/fr/#data/IG>. Licence: CC-BY-4.0; Kaufmann, D. et Kraay, A. 2023. Worldwide Governance Indicators: 2023 Update. [Consulté le 19 octobre 2023] www.govindicators.org; Banque mondiale. 2022. Banque mondiale. Global SSB Tax Database. [Consulté le 5 mai 2024]. <https://datacatalog.worldbank.org/search/dataset/0063310>; Banque mondiale. 2024. Data catalog: Coverage (%) – Active Labor Market. [Consulté le 20 février 2024]. <https://datacatalog.worldbank.org/indicator/4bca7d49-fdce-eb11-bacc-000d3a596ff0/Coverage-----Active-Labor-Market>; Données du diagramme B: FAO. 2021. FAOSTAT: Engrais par élément nutritif. [Consulté le 20 février 2024]. <https://www.fao.org/faostat/fr/#data/RFN>. Licence: CC-BY-4.0; FAO. 2024. FAOSTAT: Coût et abordabilité d'une alimentation saine (CoAHD). [Consulté le 29 juillet 2024]. <https://www.fao.org/faostat/fr/#data/CAHD>; FAO. 2024. FAOSTAT: Comptes disponibilités et utilisations (2010-). [Consulté le 2 octobre 2024]. <https://www.fao.org/faostat/fr/#data/SCL>; FAO. 2024. FAOSTAT : Valeur de la production agricole. [Consulté le 2 octobre 2024]. <https://www.fao.org/faostat/fr/#data/QV>; Banque mondiale. 2023. Accès à l'électricité, zones rurales (% de la population rurale). [Consulté le 20 février 2024]. <https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/EG.ELC.ACCS.RU.ZS>. Licence: CC-BY-4.0.

<https://doi.org/10.4060/cd2616en-fig09> ↓

représentent le fardeau le plus lourd en pourcentage du PIB – se heurtent à des difficultés importantes en raison d'un manque d'efficacité des pouvoirs publics et d'une faible marge de manœuvre

budgetaire. En outre, 27 pour cent de la population vivant dans les pays dotés de ce type de systèmes agroalimentaires ne peut pas se permettre une alimentation saine, ce qui indique qu'en plus des

risques de MNT liés à l'alimentation, ces pays subissent également le fardeau de la malnutrition qui peut entraîner des problèmes de retard de croissance et d'émaciation chez les enfants. Ils doivent donc impérativement mettre en place des mesures qui soient expressément axées sur les différents types de risques alimentaires auxquels ils sont confrontés, ainsi que sur l'accessibilité économique des aliments nutritifs.

Les pays et les territoires en situation de crise prolongée sont ceux qui affichent les plus mauvais résultats pour la plupart des indicateurs des systèmes agroalimentaires, avec des niveaux particulièrement bas en ce qui concerne l'efficacité des pouvoirs publics, le soutien à l'agriculture, la protection sociale, le degré d'utilisation des engrais et l'électrification des zones rurales. Dans ces contextes, les coûts cachés sociaux et environnementaux prennent une ampleur particulière, probablement en raison du cercle vicieux des facteurs de stress sociaux et environnementaux et des conflits. Dans de telles situations, les interventions menées à court terme dans les systèmes agroalimentaires peuvent certes être axées sur l'aide alimentaire, mais des mesures à moyen et long terme s'imposent pour atténuer les facteurs de stress environnementaux, réduire la pauvreté et renforcer l'inclusion sociale, et ainsi briser ce cycle.

Mobiliser les parties prenantes et analyser des scénarios pour remédier aux coûts cachés quantifiés des systèmes agroalimentaires

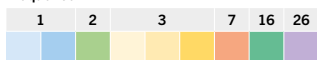
Il est nécessaire d'engager des consultations avec les parties prenantes au niveau national pour évaluer la validité des coûts cachés quantifiés, prendre acte des lacunes en matière de données et éventuellement y remédier, et inscrire les difficultés recensées dans leur contexte à la lumière des priorités et des engagements nationaux. L'analyse de scénarios, notamment la simulation de différents avenir possibles, est un autre outil fondamental qui permet d'étayer les mesures stratégiques dans le cadre des évaluations ciblées.

Les auteurs du présent rapport ont commandé au FABLE Consortium (Consortium pour l'alimentation, l'agriculture, la biodiversité, l'utilisation des terres et l'énergie) six études de cas nationales sur l'Australie, le Brésil, la Colombie, l'Éthiopie, l'Inde et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord. Celles-ci associent des scénarios (établis sur la base des consultations menées avec les parties prenantes) avec des évaluations des coûts cachés des systèmes agroalimentaires fondées sur l'approche CCC. Les consultations ont permis à chacun des pays de déterminer quelles étaient, au niveau national, les variables pertinentes qu'il faudrait faire évoluer pour renforcer la durabilité de leurs systèmes agroalimentaires (tableau 1).

TABLEAU 1 RÉSULTATS RECHERCHÉS QUI SONT LES PLUS EFFICACES POUR FAIRE BAISSER LES SOUS-CATÉGORIES DE COÛTS CACHÉS PAR PAYS, À L'HORIZON 2050

Sous-catégories	Australie	Bésilil	Colombie	Éthiopie	Inde	Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord
Émissions de CO ₂	Boisement	Changements d'alimentation	Productivité des cultures	Limitation de l'expansion de l'agriculture	Boisement et extension des zones protégées	Changements d'alimentation
Émissions de CH ₄	Changements d'alimentation	Changements d'alimentation	Gaspillage alimentaire	Productivité de l'élevage*	Changements d'alimentation	Changements d'alimentation
Émissions de N ₂ O	Productivité des cultures	Changements d'alimentation	Changements d'alimentation	Productivité de l'élevage*	Efficacité de l'azote	Changements d'alimentation
N total	Changements d'alimentation	Changements d'alimentation	Productivité des cultures	Productivité de l'élevage*	Efficacité de l'azote	Changements d'alimentation
Terres cultivées	Productivité des cultures	Productivité des cultures	Productivité des cultures	Productivité des cultures*	Conduite de l'élevage	Productivité des cultures
Forêts	<i>Pas de changement</i>	Productivité des cultures	Limitation de l'expansion de l'agriculture	Limitation de l'expansion de l'agriculture	<i>Pas de changement</i>	<i>Pas de changement</i>
Pâturage	Changements d'alimentation	Changements d'alimentation	Taux de charge	Taux de charge	Changements d'alimentation	Changements d'alimentation
Autres terres	Changements d'alimentation	Changements d'alimentation	Productivité des cultures	Boisement	Conduite de l'élevage	Changements d'alimentation
Besoins en eau d'irrigation	Productivité des cultures	Irrigation	Commerce	Productivité des cultures*	Changements d'alimentation	Gaspillage alimentaire
Main-d'œuvre agricole	Productivité des cultures	Productivité des cultures	Productivité des cultures	Productivité des cultures*	Changements d'alimentation	Gaspillage alimentaire
AVCI	Changements d'alimentation	Changements d'alimentation	Changements d'alimentation	<i>Pas de changement</i>	Changements d'alimentation	Changements d'alimentation

Fréquence



NOTES: CO₂ = dioxyde de carbone; CH₄ = méthane; N₂O = oxyde nitreux; N = azote; AVCI = année de vie corrigée du facteur invalidité. Les évolutions des habitudes alimentaires modélisées pour chaque pays sont les suivantes: en Australie, consommation plus élevée de fruits à coque et de graines, de fruits, de légumes et de légumineuses, et consommation plus faible de viande transformée, de viande rouge et de boissons contenant des sucres ajoutés; au Brésil, consommation plus faible de viande transformée, de viande rouge et de boissons contenant des sucres ajoutés; en Colombie, consommation plus faible de viande transformée et de boissons contenant des sucres ajoutés, et consommation plus élevée de légumineuses; en Inde, consommation plus faible de sucres, de sel et d'aliments transformés; au Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, consommation plus faible de viande transformée, et consommation plus élevée de légumineuses. * Le scénario lié à la durabilité mondiale en Éthiopie pose l'hypothèse d'une diminution de la population, conformément aux projections du Bureau national de statistiques. Bien que la diminution la plus importante des coûts cachés dans ces sous-catégories soit imputable à cette hypothèse, nous présentons dans ce tableau le résultat le plus efficace lié à la transformation des systèmes agroalimentaires, à savoir l'amélioration de la productivité des cultures et de l'élevage.

SOURCE: FABLE. 2024. *How to reduce agrofood systems' future hidden costs? A multi-country case study – Background paper for The State of Food and Agriculture 2024*. Paris, Réseau des solutions pour le développement durable.

Les résultats de l'analyse des scénarios mettent en évidence des variations notables d'un pays à l'autre. Dans la majorité des systèmes agroalimentaires étudiés, faire évoluer les habitudes

alimentaires est non seulement le principal moyen de réduire les coûts cachés quantifiés dans le domaine de la santé, mais aussi une solution très efficace pour réduire les coûts cachés quantifiés

dans le domaine environnemental puisque cela permet de libérer des terres, de limiter et de capter les émissions de gaz à effet de serre (GES) et d'atténuer les émissions d'azote. Cette étude souligne également la nécessité pour les pays de prendre des engagements plus ambitieux pour parvenir à réduire les coûts cachés des systèmes agroalimentaires.

L'importance de la consultation des parties prenantes pour la définition des leviers pertinents au niveau national s'est avérée particulièrement évidente dans le cadre d'une étude appuyée par le Gouvernement de la Suisse. L'existence d'un engagement national en faveur de la transformation des systèmes agroalimentaires a été l'un des principaux catalyseurs de cette initiative. Les résultats fournissent une validation initiale des coûts cachés quantifiés dans *La Situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture 2023*, qui ont été adaptés aux besoins nationaux découlant des engagements existants au moyen de catégories de coûts et de sources de données plus pertinentes et mieux acceptées au niveau local. Les estimations affinées des coûts cachés font ressortir un message relativement simple: les principaux points d'ancrage des actions à mener pour transformer les systèmes agroalimentaires pourraient être axés sur les habitudes alimentaires, l'appauvrissement de la biodiversité et les émissions de gaz à effet de serre.

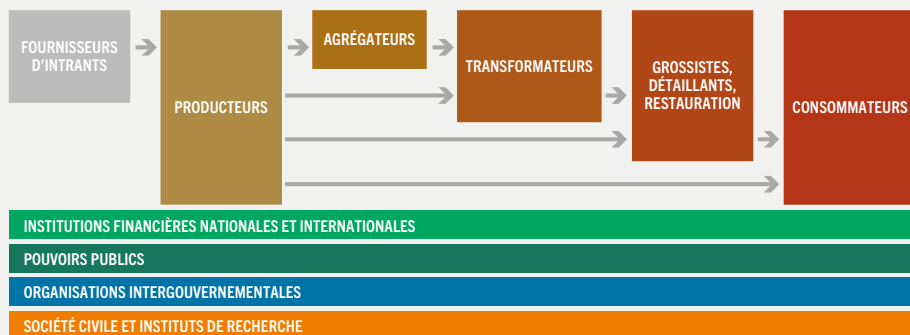
L'importance de la participation des parties prenantes apparaît également de manière évidente dans le contexte du cadre

d'évaluation TEEBAgriFood de l'initiative Économie des écosystèmes et de la biodiversité (TEEB), dont l'application dans plusieurs pays offre d'autres exemples de la manière dont on peut combiner un processus consultatif d'élaboration de scénarios avec l'approche CCC. La stratégie globale d'intervention en faveur de la transformation des systèmes agroalimentaires adoptée par ce cadre montre combien il est important d'intégrer les valeurs (cachées et visibles) de la nature dans le processus décisionnel des pouvoirs publics ainsi que dans l'éducation.

Examen plus approfondi des acteurs qui sont les plus lourdement touchés par les coûts cachés des systèmes agroalimentaires

Les principaux acteurs dont les décisions dépendent de la valeur créée par les systèmes agroalimentaires et influent sur celle-ci vont des fournisseurs d'intrants aux consommateurs, en passant par les producteurs, les transformateurs, les grossistes, les détaillants et les prestataires de services de restauration (figure 3). Les décisions prises par un acteur à un moment donné dans un endroit donné ont des répercussions sur d'autres acteurs à un autre moment ou dans un autre endroit.

À mesure que le fossé se creuse entre ceux qui produisent les coûts cachés et ceux qui les supportent, les avantages pour la société et la planète d'une transformation des systèmes agroalimentaires deviennent plus difficiles à percevoir. Ce fossé peut être impossible à combler si les préjudices se manifestent dans un avenir

FIGURE 3 ACTEURS DES SYSTÈMES AGROALIMENTAIRES MONDIAUX

SOURCE: Adapté de Capitals Coalition, 2023. Figure 0.3. Dans: *TEEB for agriculture and food: operational guidelines for business. Putting nature and people at the centre of food system transformation*. Londres.

<https://capitalscoalition.org/wp-content/uploads/2023/08/TEEB-for-Agriculture-and-Food-Operational-Guidelines-for-Business.pdf>

lointain ou à l'étranger. Les inégalités aux dimensions multiples (inégalités socioéconomiques, inégalités de genre et inégalités générationnelles, par exemple) entre ceux qui tirent profit de la production de coûts cachés et ceux qui supportent ces coûts constituent l'un des principaux obstacles à la transformation des systèmes agroalimentaires mondiaux. Le rôle des pouvoirs publics et des organisations intergouvernementales est particulièrement important dans les cas où des transferts internationaux ou intergénérationnels sont nécessaires pour remédier à ces inégalités.

On estime que les systèmes agroalimentaires emploient directement 1,23 milliard de personnes, qui nous fournissent de quoi nous nourrir

par l'intermédiaire des chaînes d'approvisionnement alimentaire. Bien qu'ils soient une source d'emplois partout dans le monde, les systèmes agroalimentaires ne garantissent pas toujours un niveau et une qualité de vie acceptables. En réalité, il arrive trop souvent que les populations vulnérables – notamment les pauvres et les personnes en situation d'insécurité alimentaire, les petits acteurs de la chaîne de valeur, les migrants et les réfugiés, les femmes, les enfants et les jeunes, les personnes en situation de handicap et les peuples autochtones – soient les plus touchées par les coûts cachés sociaux de ces systèmes. Le caractère informel des activités agroalimentaires, qui peut faire perdurer de mauvaises conditions de travail (comme les contrats de travail non

officiels), engendre également toute une série de défis qui se chevauchent et qui entravent la transformation des systèmes agroalimentaires.

Les producteurs aux avant-postes de la transformation des systèmes agroalimentaires

Pour réussir à transformer les systèmes agroalimentaires, il faut prendre en compte la situation particulière des producteurs: ils sont les premiers touchés par les effets du changement climatique et supportent une grande partie du fardeau que représente l'adoption de pratiques durables. Les avantages apportés par l'élimination des coûts cachés profitent à tous les acteurs de la chaîne d'approvisionnement, mais les producteurs ne sont pas toujours dédommagés pour les dépenses qu'ils engagent pour diminuer ces coûts. En d'autres termes, nous devons mettre des mécanismes en place pour alléger les charges financières et administratives qui pèsent sur leurs épaules, et ainsi les encourager à opérer des changements qui soient porteurs de transformation.

Les producteurs qui unissent leurs forces dans le cadre d'actions collectives se dotent d'un pouvoir de négociation dont ils peuvent se servir pour faire progresser leurs objectifs dans le sens de la croissance économique, mais aussi d'un changement transformationnel. Comme l'ont montré les récents mouvements de contestation agricole à travers le monde, il est important d'intégrer dès le départ des considérations d'économie politique, en mettant en place des processus

inclusifs qui s'attaquent aux enjeux de justice distributive et de participation. Par conséquent, il nous faut penser les modalités de la transformation de façon à ce que les coûts des mesures prises aujourd'hui soient supportés par ceux qui en recueilleront les fruits plus tard. Lorsqu'ils poussent à réformer les systèmes agroalimentaires, que ce soit au moyen de réglementations ou d'incitations, les pouvoirs publics doivent le faire dans le cadre d'une approche inclusive.

La participation à des programmes de certification, qui reposent sur des normes de durabilité d'application volontaire, comme les certifications de commerce équitable ou d'agriculture biologique, peut être un moyen pour les producteurs de recevoir un dédommagement pour les coûts de la transition. Néanmoins, bien que ces certifications aient généralement des effets positifs sur les conditions de vie des producteurs, leur impact varie considérablement selon la norme, le type de culture et le type d'organisation agricole. Les normes qui appliquent un système de différenciation des prix fondé sur la qualité sont celles qui ont le plus d'incidence sur le revenu agricole net par un effet prix. Les systèmes de certification qui permettent aux producteurs de vendre leurs produits plus cher facilitent l'internalisation d'une partie, mais pas de la totalité, des coûts cachés. Une étude CCC sur la filière de la banane montre que les coûts cachés sociaux sont largement inférieurs pour les producteurs certifiés Fairtrade, ce qui démontre l'intérêt de ce type de normes de qualité et de certifications sur le plan social.

Les entreprises agroalimentaires et les investisseurs ont un rôle important à jouer

Les entreprises des systèmes agroalimentaires se livrent à des activités variées qui vont au-delà de la production primaire, qu'il s'agisse du groupage, du transport, de la transformation ou encore de la vente de produits alimentaires aux consommateurs. Chaque entreprise peut exercer une pression économique sur celle qui la précède dans la chaîne, en fonction de sa taille et de son poids commercial.

Les acteurs de l'investissement, notamment les institutions financières internationales, les banques et les compagnies d'assurance, sont confrontées à une pression croissante de la part des investisseurs et d'autres parties prenantes qui les poussent à intégrer la responsabilité environnementale et sociale dans leurs activités. On le voit d'ailleurs avec le nombre croissant de grandes entreprises qui publient des rapports sur les indicateurs environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG). Il est intéressant de noter que les pratiques ESG mises en avant par les entreprises agroalimentaires sont souvent appliquées au niveau de la production primaire, mais que les retombées de ces changements profitent à d'autres acteurs de la chaîne d'approvisionnement, ce qui met une fois de plus en évidence les problèmes de répartition tout au long des chaînes de valeur.

Les entreprises agroalimentaires et les institutions financières ayant plus de poids peuvent apporter leur concours,

en dehors d'exercer leur influence sur d'autres acteurs, en investissant dans le développement de meilleures pratiques, que ce soit au moyen de financements, d'arrangements contractuels, d'une assistance technique ou d'activités générales de renforcement des compétences et de sensibilisation.

LES CONSOMMATEURS SONT LA DERNIÈRE – ET LA PLUS IMPORTANTE – PIÈCE DU PUZZLE

Les consommateurs composent le groupe le plus important d'acteurs du secteur agroalimentaire au niveau mondial, même s'ils manquent parfois de poids politique et de visibilité. Lorsqu'ils sont en position d'agir, ils peuvent déclencher des transformations profondes grâce à leur pouvoir d'achat.

D'un point de vue environnemental, l'évolution des modes d'alimentation, en particulier la réduction de la consommation de produits d'origine animale dans les pays où cette consommation est excessive, peut faire reculer considérablement les émissions de GES et atténuer d'autres atteintes à l'environnement. Cependant, compte tenu des disparités importantes qui existent dans le monde en ce qui concerne la qualité de l'alimentation, il se peut qu'une consommation plus élevée de produits d'origine animale soit nécessaire dans certaines régions pour assurer une alimentation équilibrée; en outre, le fardeau de la lutte contre les dommages

infligés à l'environnement depuis la révolution industrielle ne peut pas être réparti de manière égale.

Dans de nombreux pays, les populations sont confrontées à un double fardeau de la malnutrition, où la dénutrition coexiste avec le surpoids, l'obésité ou des maladies non transmissibles liées à l'alimentation, la situation étant telle qu'elle nécessitera probablement un train de mesures combinant politiques de réorientation de la demande des consommateurs, mesures économiques et dispositifs de protection sociale.

Il convient d'accorder une attention particulière à l'état nutritionnel des enfants en mettant en place des interventions en matière de nutrition de la petite enfance.

La capacité des consommateurs à se servir de leur pouvoir d'achat pour impulser une transformation des systèmes agroalimentaires dépend à la fois de facteurs économiques et de facteurs non économiques qui peuvent être stimulés par différents leviers.

Des leviers permettant d'influencer la demande des consommateurs

Les leviers économiques peuvent influencer sur les habitudes de consommation des ménages en faisant varier soit les prix relatifs, soit les revenus disponibles pour les achats alimentaires. Les mesures fondées sur les prix comprennent les taxes et les subventions sur les produits alimentaires (tableau 2). Par exemple, il a été démontré que le fait de taxer les

boissons contenant des sucres ajoutés ou de subventionner les fruits et légumes donnait des résultats positifs lorsque la demande était sensible au prix. Une réforme des régimes de taxation existants, qui consisterait par exemple à appliquer différents taux de taxe sur la valeur ajoutée en fonction de considérations liées à la santé et à l'environnement, pourrait permettre de s'attaquer au problème des coûts environnementaux et sanitaires sans que cela pèse sur les recettes publiques. Pour faire évoluer les modes d'alimentation, il est essentiel de combiner ces mesures financières à d'autres leviers, notamment des campagnes visant à mieux informer les consommateurs, des mesures d'étiquetage, des réglementations et des programmes éducatifs sur la nutrition, la santé et la durabilité.

Lorsque la sous-alimentation demeure un problème, des mesures axées sur le revenu, telles que les transferts monétaires ou l'aide alimentaire en nature, peuvent s'avérer efficaces. Cela étant, les contraintes économiques n'expliquent pas à elles seules l'ensemble des comportements des consommateurs. Les préférences alimentaires, l'accès à la nourriture et les environnements alimentaires entrent également en ligne de compte.

L'approvisionnement institutionnel, par exemple pour les repas servis dans les écoles et les hôpitaux, peut jouer un rôle déterminant pour ce qui est de faire évoluer les habitudes de consommation au fil des générations s'il s'accompagne d'une bonne éducation

TABLEAU 2 LEVIERS PERMETTANT D'ORIENTER LE POUVOIR D'ACHAT VERS UNE ALIMENTATION PLUS SAINE ET PLUS DURABLE

Acteurs ciblés	(Sous-)catégorie de levier	Levier	Exemples	
Consommateurs	Économique	Taxes et subventions	Taxes sur les boissons contenant des sucres ajoutés, les aliments d'origine animale ou les aliments ayant une empreinte environnementale élevée Subventions pour les fruits et légumes	
		Tarification au coût complet	Application dans les points de vente de prix reflétant le prix véritable des denrées alimentaires	
		Transferts monétaires et bons d'achat	Bons alimentaires, transferts monétaires pour les ménages pauvres et vulnérables	
	Non économique	Étiquetage et certifications		Certifications de commerce équitable ou d'agriculture biologique Étiquettes indiquant l'empreinte environnementale Étiquettes décourageant la consommation par les enfants
			Marketing	Restrictions sur le marketing de boissons et d'aliments mauvais pour la santé, notamment sur le marketing ciblant les enfants Campagnes de promotion des aliments sains
		Éducation	Programmes scolaires sur la santé, la nutrition et la durabilité	
		Incitations douces	Placement stratégique des produits dans les rayons et les allées Limitation de la taille des portions Règles relatives aux options alimentaires par défaut pour les repas des enfants	
	Institutions	Économique	Approvisionnement alimentaire	Normes pour achats de denrées alimentaires Programmes d'alimentation scolaire
		Non économique	Services de restauration	Campagnes de sensibilisation et campagnes de santé publique Conception stratégique des menus

SOURCE: Auteurs du présent document.

alimentaire et nutritionnelle. Les entités intervenant dans l'approvisionnement alimentaire peuvent exercer une grande influence en exigeant qu'on mette à leur disposition des données relatives à la comptabilisation du coût complet pour les produits qu'elles achètent, afin d'optimiser la valeur réelle.

Mobiliser les parties prenantes pour garantir une véritable approche systémique de la transformation

Dans le cadre d'une approche systémique, il convient de donner la parole à tous les acteurs interdépendants des systèmes agroalimentaires pour trouver les bons

leviers qui permettront de s'engager dans les voies de développement les plus appropriées tout en remédiant aux déséquilibres de répartition. Par exemple, l'adoption de normes de durabilité d'application volontaire, l'établissement de rapports ESG et la pratique d'une comptabilité multicritères sont autant de pas dans la bonne direction. Toutefois, à ces mesures doivent s'ajouter des dispositifs d'incitation bien conçus, des réglementations et des interventions des pouvoirs publics, ainsi que des orientations émanant des organisations internationales et des praticiens de la CCC.

Les ministères de la santé restent largement absents du discours tenu actuellement sur l'engagement des parties prenantes que requiert la transformation des systèmes agroalimentaires. Leur participation est importante pour faire en sorte que les chaînes de valeur alimentaires et les filets de protection sociale soient conçus pour éviter que les mauvaises habitudes alimentaires ne se développent jusqu'à atteindre le pic historique observé lors des transitions des systèmes agroalimentaires.

Façonner les politiques publiques pour atteindre de multiples objectifs

Les gouvernements prennent de nombreuses décisions pour respecter leurs engagements nationaux dans le cadre des structures actuelles des systèmes agroalimentaires. Dans les systèmes agroalimentaires industriels, il est possible de privilégier les interventions visant à lutter contre la mauvaise alimentation, lesquelles peuvent consister à actualiser les recommandations nutritionnelles fondées sur le choix des aliments, à introduire des obligations en matière de certification et d'étiquetage des nutriments, et à mener des campagnes d'information sur les effets qu'ont les aliments sur la santé et l'environnement, ce qui permet également de s'attaquer à une part substantielle des coûts cachés liés à l'environnement.

Dans les systèmes agroalimentaires traditionnels, la transformation rurale inclusive reste une priorité, y compris la mise en place de filets de protection sociale, qui constituent des leviers

d'action indispensables pour assurer la sécurité alimentaire et la nutrition des plus vulnérables. Dans le même temps, c'est dans ces systèmes que le double fardeau de la malnutrition est le plus élevé, ce qui donne à penser qu'il faudrait compléter les interventions traditionnelles d'amélioration de la productivité par des leviers axés sur l'environnement et l'alimentation pour éviter que l'empreinte environnementale et les coûts sanitaires ne s'accroissent.

Dans les systèmes agroalimentaires en transition (qui regroupent les systèmes en développement, en voie de diversification et en voie de structuration), il apparaît nécessaire d'investir dans un mode de développement des chaînes de valeur alimentaires repensé, afin de se soustraire à certaines des transitions par lesquelles passent généralement tous les systèmes et d'éviter ainsi les erreurs des systèmes agroalimentaires industriels.

Il existe de plus en plus de preuves encourageantes démontrant l'efficacité des combinaisons de politiques qui associent incitations économiques et comportementales traditionnelles, même s'il reste à poursuivre les recherches pour étendre ces preuves aux systèmes agroalimentaires traditionnels et en transition.

Financer la transformation

Dans le secteur financier, de nombreuses initiatives prometteuses intègrent de plus en plus la responsabilité environnementale et sociale dans leurs activités. Il semble toutefois que des «contraintes

cachées», notamment les problèmes de répartition entre les différents acteurs des systèmes agroalimentaires et le statu quo institutionnel, les empêchent de se développer suffisamment pour transformer les systèmes agroalimentaires à l'échelle mondiale.

On estime que le coût global de la transformation est à la portée des moyens financiers mondiaux; toutefois, comme sa répartition entre les pays est très inégale, il pourrait être nécessaire d'établir des partenariats de financement novateurs et collaboratifs pour assurer une transition juste.

LA VOIE À SUIVRE

Pour s'attaquer aux coûts cachés qui ont été mis au jour dans *La Situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture 2023* et précisés dans le présent rapport, il faut nécessairement s'attaquer aux problèmes de répartition ancrés dans les systèmes agroalimentaires mondiaux et locaux. À l'échelle mondiale, il se produit des déséquilibres de répartition entre les populations qui bénéficient des avantages du statu quo et celles qui en supportent les coûts cachés, qui pourront être ces mêmes populations à un moment donné dans l'avenir ou de futures générations séparées par l'espace et par le temps. Même à l'intérieur des frontières nationales, des arbitrages sont opérés entre différentes parties prenantes, comme l'ont montré les récentes manifestations d'agriculteurs dans de nombreuses régions du monde.

La transformation de tout système de grande envergure dont les acteurs sont interconnectés exige un environnement institutionnel et réglementaire efficace. En créant des règles et des normes claires et en donnant l'assurance qu'elles s'appliqueront équitablement à toutes les parties prenantes, indépendamment de leur taille ou de leur poids politique, on élimine une partie de l'incertitude entourant les investissements qui favorisent la durabilité et stimulent l'innovation.

Les changements alimentaires qui s'imposent pour enclencher une transformation des systèmes agroalimentaires nécessiteront également tout un ensemble de leviers, tels que l'instauration de taxes, de subventions et de filets de protection sociale, l'amélioration des connaissances de base en matière d'alimentation et la sensibilisation des consommateurs aux répercussions des choix alimentaires qui s'offrent à eux. Les institutions peuvent elles aussi jouer un rôle essentiel en facilitant la création d'un environnement alimentaire unique en son genre, et en orientant leurs achats de sorte qu'ils profitent à la société dans son ensemble.

Si la communauté mondiale peut toujours espérer que l'innovation résoudra nombre des problèmes auxquels sont confrontés les systèmes agroalimentaires, il est peu probable que l'innovation parvienne à elle seule à guider ces systèmes vers la durabilité. Il faudrait, pour transformer la gouvernance des systèmes agroalimentaires, une volonté politique et une solide reddition de comptes au niveau international. ■



2024

LA SITUATION MONDIALE DE L'ALIMENTATION ET DE L'AGRICULTURE

POUR UNE TRANSFORMATION DES SYSTÈMES AGROALIMENTAIRES AXÉE SUR LA VALEUR

Si l'on veut rendre les systèmes agroalimentaires plus inclusifs, plus résilients et plus durables, il faut commencer par faire la lumière sur le coût véritable des aliments. Comme l'a révélé *La Situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture 2023*, les activités des systèmes agroalimentaires procurent des avantages considérables pour la société, mais ont aussi des retombées négatives sur la durabilité économique, sociale et environnementale. Les coûts cachés quantifiés des systèmes agroalimentaires s'élèvent à environ 10 pour cent du produit intérieur brut mondial. Il est donc temps d'agir, avec méthode, et tous les acteurs des systèmes agroalimentaires – des producteurs aux pouvoirs publics, en passant par les entreprises agroalimentaires et les consommateurs – ont un rôle déterminant à jouer.

Si elle se réalisait, la transformation des systèmes agroalimentaires se traduirait par un gain net à l'échelle mondiale, mais les avantages et les coûts qui en découleraient se répartiraient de manière inégale entre les parties prenantes et les pays au fil du temps. Faisant fond sur les conclusions de l'édition 2023, *La Situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture 2024* approfondit le recours à l'approche de la comptabilisation du coût complet aux fins de l'évaluation des systèmes agroalimentaires et recense les interventions possibles pour transformer ces systèmes. Le rapport, qui s'appuie sur des ensembles de données mondiaux actualisés, confirme les estimations des coûts cachés quantifiés des systèmes agroalimentaires qui avaient été réalisées précédemment et présente une ventilation détaillée des coûts cachés associés aux mauvaises habitudes alimentaires et aux maladies non transmissibles pour 156 pays. Ces données sont analysées sous l'angle de six catégories de systèmes agroalimentaires, l'objectif étant de prendre en compte les divers résultats et coûts cachés qui y sont associés et qui nécessitent différents types d'interventions. Plusieurs études de cas proposant des évaluations approfondies du contexte au niveau des pays, au niveau local et au niveau des chaînes de valeur illustrent les répercussions économiques, sociales et environnementales des pratiques qui ont actuellement cours dans le but d'orienter les interventions à mener. Quel que soit le contexte, il est essentiel de consulter l'ensemble des parties prenantes, afin d'éclairer les interventions et de réduire les déséquilibres de pouvoir et les arbitrages.



*La Situation mondiale de l'alimentation
et de l'agriculture 2024* (rapport complet
à paraître en décembre 2024)



ISBN 978-92-5-139283-6



9 789251 392836

CD2637FR/1/11.24